

Reste, en gros, la Russie. Son influence est appelée à croître pour plusieurs raisons : les spécialistes en politique étrangère et le public averti du pays apportent un soutien croissant à une plus grande fermeté dans la région, la Russie continue d'y exercer un pouvoir important et ses concurrents ne peuvent lutter contre elle par leur présence ni par leur influence. Cela s'explique notamment par le fait que des acteurs clés de la région comme le président Niyazov du Turkménistan (qui a récemment accepté, à la demande de la Russie, d'accorder la double citoyenneté aux russophones de son pays) et le président Karimov de l'Ouzbékistan (qui a demandé l'engagement de la Russie dans la guerre civile au Tadjikistan) souhaitent ardemment une intervention russe pour stabiliser la politique régionale.

Les Occidentaux joueront probablement un rôle de contrepoids politique en exploitant la souplesse de gens comme Askar Akaev et Nursultan Nazarbaev, qui acceptent une intervention et une influence importantes de la Russie dans la région, tout en cherchant à mettre le plus à profit leur indépendance et à atténuer l'ingérence russe. Le rôle économique de l'Occident compte davantage. Si elle jouit d'un poids militaire et politique certain sur la région, la Russie manque en revanche des ressources nécessaires au développement et à la modernisation des économies de l'Asie centrale. Or, cela est essentiel à une stabilité politique durable.